

Rencontre de Dijon sur l'Education  
14 novembre 2009

**Intervention de Marielle de Sarnez**

**(Seul le prononcé fait foi)**

Chers amis,

Au mois d'août, nous avons eu une première rencontre à Marseille, qui a fait quelque bruit, parce qu'elle bousculait. Elle bousculait des habitudes, des routines, des a priori, des conservatismes. Nous en étions conscients lorsque nous avons accepté de parler ensemble, de dire : si nous voulons que ça change, si nous trouvons que notre pays ne va pas dans le bon sens, alors quelque chose nous rassemble. Et si nous sommes républicains et démocrates, épris de justice, alors ce qui nous rassemble doit être plus fort que ce qui nous sépare. Et ce rassemblement ne s'arrêtera pas.

Nous avons une vérité à l'esprit, de plus en plus évidente : aucun d'entre nous ne gagnera tout seul. Nous avons pu croire le contraire par le passé. Certains d'entre nous ont même pu réaliser ce rêve. Certains n'en ont pas été loin. Mais désormais, cela est derrière nous. L'étude publiée par Libération cette semaine le dit de la manière la plus criante : le clivage droite/gauche, même si, évidemment, je ne confonds pas les deux, n'est plus pertinent pour les deux tiers des Français ! Et à l'intérieur même de ceux qui croient toujours à ce clivage, les préférences partisanses sont elles-mêmes complètement éclatées.

En tout cas, pour moi, ceci est une certitude : personne ne gagnera tout seul.

J'ai une deuxième certitude : pour gagner, il faudra mobiliser toutes les forces disponibles. Tous les républicains, tous les démocrates, quelle que soit leur préférence de parti, leur histoire, doivent peu à peu être rendus compatibles les uns avec les autres.

Ce ne sera pas difficile : en fait, ce ne sont pas les idées qui séparent, ce sont les préjugés. Ce ne sera pas difficile, à une condition : c'est qu'on apprenne à se respecter et à se parler. Autrement, les forces d'alternance apparaîtront comme éclatées, explosées, incapables de tracer un chemin convaincant pour le pays.

Et c'est pourquoi nous sommes là.

J'ajoute une dernière condition. Il faut accepter la différence. Il faut accepter que tout le monde ne pense pas la même chose. Il faut accepter de parler, de réfléchir, y compris avec des gens qui pensent tout à fait différemment. Pourvu qu'ils acceptent le but commun. La différence n'est pas à craindre, si elle conduit au dialogue, à l'échange des idées ! Ce qui est à craindre, ce qui est à redouter, c'est le sectarisme, le préjugé qui fait proclamer : « je ne vais tout de même pas discuter avec celui-là, ou avec celle-là ! »

Notre conviction à nous, c'est qu'il y a beaucoup à apprendre dans le dialogue des différences et même des divergences. Car nous avons la charge de reconstruire ensemble un pays qui ne va pas bien et de ce pays nous sommes tous citoyens, coresponsables de l'alternance.

C'est particulièrement vrai en matière d'école.

Pouvons-nous accepter que la situation de l'École continue sans changement ? Pour moi la réponse est certainement non.

Je laisse à d'autres le procès en responsabilité. Les ministres de l'éducation des deux dernières décennies s'appellent Lionel Jospin, Jack Lang, François Bayrou, Claude Allègre, Luc Ferry, François Fillon, Gilles de Robien, Xavier Darcos, aujourd'hui Luc Chatel. J'étais moi-même la directrice de cabinet de François Bayrou rue de Grenelle. Si c'était facile de changer les choses dans le bon sens à l'Éducation nationale, ça se saurait.

Mais nous ne pouvons accepter d'en rester là. Nous ne pouvons accepter d'en rester à la situation d'aujourd'hui ! C'est, à juste titre, le premier budget de la nation. Mais les résultats sont purement et simplement impossibles à accepter pour des Républicains, pour le peuple français.

Il est impossible d'accepter que nous ayons chaque année 40 % des enfants, c'est à dire près de 300.000 élèves, qui ne maîtrisent pas la lecture à l'issue de l'école primaire ! 25 % qui déchiffrent, mais ne comprennent pas la substance d'un texte et 15 % qui n'arrivent même pas à déchiffrer. Et si vous projetez ces 40 % cinq ou six ans après, vous les retrouvez tous ou presque dans la galère : 15 % en échec total qui sortent du système éducatif, à la fin de la 3<sup>ème</sup>, sans diplôme ; 25 % à la peine, sans qualification réelle... Comme si le destin scolaire était fixé dès le plus jeune âge.

Ce n'est pas cela l'école de la République !

Et regardons à quel point la situation des enseignants s'est dégradée. En quelques années, on est passé de 15 % seulement des enseignants qui souhaitaient changer de métier, à 65 % aujourd'hui. Et un concours - le CAPES de Lettres, pour ne prendre qu'un exemple - qui attirait, il y a 10 ans, 12.000 candidats, en compte moins du tiers aujourd'hui.

Ce n'est pas cela non plus, l'école de la République !

J'ai pris ces deux exemples, mais nous pourrions tous les multiplier.

Or je crois, même si je suis condamnée pour optimisme outrancier, que cette situation n'est en rien irréversible, à condition de faire des choix nécessaires et simples.

Choix nécessaires et simples. Il faut arrêter de triturer constamment l'organisation scolaire, d'empiler réformes sur réformes, dont tout le monde sait qu'elles ne seront pas mises en place et, le seraient-elles, qu'elles ne changeraient rien.

Il faut partir des fondations. La question la plus importante est la réussite de l'école maternelle et primaire. Je ne sépare pas l'école maternelle de l'école primaire. Je ne suis pas de ceux qui voient dans l'école maternelle une garderie, et dans les maîtres des puériculteurs ou puéricultrices dont l'essentiel du travail est de changer les couches. C'est vrai que l'école maternelle est une originalité française et je la trouve juste. La vocation de l'école maternelle, qui est une école, et maternelle au sens de la compréhension, de la protection de l'enfant, c'est de répondre aux inégalités culturelles et sociales. C'est d'amener les enfants, par une maîtrise précoce de la langue, à vivre ensemble, tout en éveillant leurs capacités.

Je suis désolée de le dire : il ne peut pas y avoir de débat sur l'objectif de l'école primaire. Il ne doit pas y en avoir. L'objectif de l'école primaire, en-dehors des très rares enfants en situation de grande difficulté, ce doit être de donner les bagages nécessaires à tous, 100 %, pour la vie et la suite des études. L'objectif, c'est 100 % de lecture, plus que jamais. Car contrairement à ce que l'on pouvait penser il y a quelques années, on en aura toujours besoin : pensez au monde internet. 100 % d'écriture. 100 % de connaissance des nombres. Et je veux ajouter 100 % de sport et 100 % d'une activité artistique, en mettant l'accent en particulier sur la musique, trop absente de la France.

Ceci doit conduire à modifier l'organisation de l'année scolaire. Elle n'est en France que de 144 jours par an (4 jours pendant 36 semaines) alors qu'elle est en Europe, en moyenne, de 185 jours. La journée des écoliers français est la plus longue du monde, mais nos écoles sont fermées la moitié de l'année. L'objectif que nous devons nous fixer est de parvenir en quelques années à rejoindre la moyenne européenne. Alors, je sais bien que nombreux seront les acteurs économiques qui interviendront pour que rien ne change, des stations de sports d'hiver aux gîtes ruraux. Mais cette réforme doit être conduite. La journée de travail scolaire doit être allégée pour l'enfant, et pour les professeurs afin qu'ils puissent enseigner, à un meilleur rythme.

Voyez-vous, j'observe les débats éducatifs depuis quinze ans. Et je vois qu'il y a de larges débats, passionnés, brûlants entre, pour simplifier, ceux qui disent *l'enseignement valide repose sur des contenus solides et maîtrisés*, et ceux qui disent *l'enseignement valide c'est celui qui épanouit la personnalité*.

Je ne suis pas du sérail. Et voir ce débat qui n'en finit jamais m'a toujours laissée rêveuse. Mais j'ai une opinion sur ce sujet : l'enseignement valide c'est celui qui unit les deux ! *Connaissance solide et compréhension* chaleureuse.

Il faut des connaissances solides pour construire un jugement, une compétence, une conscience (et pour moi c'est le dernier mot qui est le plus important : je devrais même dire une conscience civique). Et il faut que s'épanouisse, cela manque trop en France, la créativité de chaque fille, de chaque femme, de chaque garçon, de chaque homme. La créativité artistique, la créativité de recherche, la créativité économique, la créativité du savoir, tout cela en réalité est lié. C'est dans la création, l'inventivité, que l'être humain trouve son plein épanouissement, et le pays qui les rassemble aussi.

Dans ce que la République doit à ses jeunes enfants pour qu'ils accèdent à l'autonomie, je veux insister devant vous sur la langue. La langue, c'est le pouvoir et c'est la vie. L'expression des émotions, la présentation de soi-même, l'empathie, l'autorité, la reconnaissance, le rire, l'analyse, tout cela, c'est la langue. La langue, c'est le nécessaire et presque le suffisant. Elle doit donc être au sens propre la priorité, puisqu'elle concentre en une seule démarche connaissance et création.

Et il me semble que ceux qui exercent le pouvoir ne l'ont pas vraiment compris puisqu'ils nous expliquent que pour redorer la filière littéraire, on va en faire une filière internationale ! C'est-à-dire une filière qui vaudra non pas par la maîtrise de notre langue mais par la maîtrise des langues étrangères... Or le droit, la psychologie, la réflexion, la philosophie, tout cela est langue et devrait servir de facteur commun à toutes les formations.

Nous voulons une École où plus un seul enfant ne soit en situation de fragilité ou d'échec en face de la langue. Nous voulons une École où plus un seul élève ne sorte du CE1 sans savoir lire. Pour parvenir à cet objectif, il faudra concentrer les efforts sur le cycle des apprentissages fondamentaux (Grande section de maternelle, CP et CE1). Mettre le paquet sur le repérage et la remédiation dès le pré-élémentaire. Pratiquer le dédoublement de la classe et la gestion par petits groupes en cours préparatoire. Expérimenter des formes nouvelles d'organisation : par exemple, un enseignant pourrait garder la même classe pendant deux ou trois ans. Fixer clairement des obligations de résultats à atteindre à la fin du CE1. Généraliser les évaluations comparatives. Les mettre au service des enseignants. Publier et répandre les bonnes pratiques.

Bref, il faudra une mobilisation de tous contre l'échec scolaire pour éviter à l'avenir que ne rentrent chaque année au collège des milliers de jeunes qu'on envoie dans le mur, dont on sait par avance que la scolarité sera plombée, et qui se retrouveront quelques années plus tard durablement au chômage. S'il y a un défi que nous devons relever ensemble, c'est bien celui-là. Et c'est pour moi de loin le plus essentiel. Si nous parvenons à inverser cette tendance, alors nous aurons fait œuvre utile pour le pays.

Cette mobilisation, il nous faudra la poursuivre au collège : un collège où l'on refuse la sélection précoce, que nous avons connu en France jusqu'aux années 70, et cependant où l'on reconnaisse la diversité des élèves face à l'enseignement scolaire.

Je pense toujours que la proposition que nous avons faite au milieu des années 90 d'un *collège hors les murs*, qui proposerait tout autre type de formation que le cours qu'on subit pour ceux des élèves qui subissent, est toujours d'actualité. Je rappelle la règle que nous avons proposée : que cet *enseignement actif*, par la passion et les vraies aptitudes de l'élève, par le geste, par l'art, par la mécanique, par le sport, par le théâtre, puisse à des carrefours clairement balisés permettre à ces élèves de retrouver la scolarisation classique.

On me dira : mais pourquoi ne pas proposer ce type de scolarisation à tous. Pour deux raisons : parce que je sais que, dans un pays en grave difficulté financière, et où l'enseignement secondaire est déjà un des plus chers du monde, nous n'aurons pas les moyens, et parce que je ne trouve pas stupide de donner plus à ceux qui ont le plus besoin.

Le collège doit donc être différencié au profit de ceux qui s'y trouvent actuellement en situation de blocage et donc des enseignants qui eux aussi sont à cours de réponses.

De même l'enseignement professionnel doit être revalorisé pour que l'orientation vers cette filière ne soit plus vécue comme une forme de déclassement pour l'élève et sa famille. Ce qui est pour le moins paradoxal quand on sait que des qualifications de plus en plus élevées sont exigées aujourd'hui pour exercer nombre de métiers. Désormais, il faut maîtriser l'informatique, la technologie, avoir en même temps de solides acquis en matière de culture générale. Ces nouvelles exigences sont autant d'opportunités nouvelles pour la voie professionnelle, dont il faut tout faire pour qu'elle devienne la filière du plein emploi, notamment en adaptant mieux l'offre de formation aux débouchés professionnels.

J'en viens au lycée qui a seulement moi deux fonctions : construire une architecture de connaissances et de capacités, dans ses voies générales, techniques, professionnelles qui soit déjà consistante et reconnue. Donc armer pour la vie. Et préparer aux enseignements supérieurs, universités, recherche, écoles, mais aussi BTS ou IUT dont il faut augmenter le nombre de places pour que davantage de jeunes en bénéficient, en particulier ceux de

l'enseignement professionnel et technologique. Il est en effet inacceptable que les places en IUT soient trustées par les bacheliers de la série S, contraignant les bacheliers professionnels ou technologiques à faire un choix par défaut en s'inscrivant en universités où ils se retrouvent le plus souvent en situation d'échec.

Le lycée, ce n'est pas seulement un lieu de passage. C'est un niveau de formation qui doit trouver sa reconnaissance en tant que tel. Je crois même que ce niveau devrait être plus exigeant.

La double finalité du baccalauréat mérite d'être ainsi repensée, même si je m'avancerai avec beaucoup de prudence sur ce terrain, symboliquement dangereux. Mais permettez moi de dire simplement que 86 % de reçus à l'examen, cela ne me paraît pas très cohérent avec plus de 50 % d'échec par la suite... Et une épreuve aussi lourde sanctionnée par 15 % de candidats ajournés, cela me paraît assez peu raisonnable.

Ce débat nous le reprendrons quand nous aborderons la question de l'enseignement supérieur et de la recherche. Question pour moi essentielle, tant je crois que la recherche doit être centrale dans tout parcours universitaire, et que tout le monde gagnerait à ce que soient pris en compte les parcours de recherche dans le recrutement des cadres de la nation ou de l'entreprise.

En parcourant le système éducatif de la maternelle à la terminale, je ne vois que des défis accessibles.

On me dira que je n'ai qu'effleuré la question des moyens.

Je la traite devant vous. L'état des finances publiques est tel que quiconque vous promettra pléthore de moyens supplémentaires vous racontera des histoires. Et cependant je crois que le meilleur investissement pour la nation, c'est la sécurité morale et matérielle d'une école, d'un collège, d'un lycée général, technique ou professionnel. Je crois à l'amélioration, quand on le pourra de la situation des enseignants, à la création de parcours qui leur permettent de bouger, professionnellement, s'ils le souhaitent. Je crois qu'il faut leur faire confiance, les aider en leur fixant des objectifs clairs, en mutualisant les bonnes pratiques, en donnant plus de liberté au terrain, en favorisant la créativité. Je crois à la place de musiciens, de plasticiens, de sportifs qui se joindront à eux. Je crois que ce fonctionnement, c'est le meilleur investissement. Il faut le protéger et résister à Bercy qui veut, toujours, couper dans l'éducation pour équilibrer ses comptes, comme on le voit depuis des années. Notre école a besoin de sérénité, de stabilité, et de la garantie qu'elle aura les moyens de sa mission. C'est l'engagement que nous prenons aujourd'hui devant vous.

Pardonnez-moi d'avoir livré devant vous une vision personnelle. C'est celle d'une femme que la vie a conduite rue de Grenelle, où elle a été très heureuse, en même temps qu'elle était parente d'élèves, et qui est fascinée par l'attente justifiée que la société investit dans son école.

J'ai conscience que cette vision n'est pas unanimement partagée. C'est très bien. Je plaide pour la diversité. Je plaide pour le pluralisme de la pensée. C'est ainsi qu'on progresse, par le débat et le respect mutuels. Je disais en commençant que ce qui nous rassemble existe, aussi différents que nous soyons. J'ai une autre certitude : ce que nous avons à faire est plus grand que nous, que nos intérêts, d'idéologie ou de parti ou de carrière. C'est peut-être la dernière

chance de retrouver la vocation et la reconnaissance de l'école de la République, qui est pour moi, formatrice de liberté, vrai moyen de l'égalité, vrai lieu de fraternité.

Autrement dit, l'École c'est le visage de l'identité républicaine, qui est pour moi, et je crois pour nous, le vrai nom, non déformable, non instrumentalisable de l'identité nationale.